

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton
74000 ANNECY

Annecy, le 12/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPETERIES DU LEMAN S.A.

BP 43
74200 Thonon-Les-Bains

Références : 20251106_RAP_Insp_PUBLIER_PDL
Code AIOT : 0006104664

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement PAPETERIES DU LEMAN S.A. implanté 1080 rue des vignes rouges 74500 Publier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection, principalement centrée sur la thématique "déchets", a été réalisée dans le cadre du programme de contrôle annuel des installations. Elle a permis également de vérifier l'actualisation du Plan de Sobriété Hydrique et revenir sur l'incident récent ayant impacté le réseau interne de distribution d'eau potable.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DU LEMAN S.A.
- 1080 rue des vignes rouges 74500 Publier
- Code AIOT : 0006104664
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Papeterie du Léman est spécialisée dans la fabrication de papiers minces. Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 avril 2009.

Soumise à la directive IED, elle a fait l'objet d'un dossier de réexamen qui a conduit à l'ajustement des prescriptions applicables à l'établissement à travers l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2017.

L'usine emploie 240 personnes. Elle produit 40 à 42 000 tonnes de papier par an sur 3 lignes :

- ligne 3 dédiée au papier cigarette à rouler (2300 tonnes par an) à base de pâte textile produite sur place
- ligne 4 dédiée au papier d'impression mince (marché en déclin constant), papier mousseline, papier cigarette, papier emballage (fenêtres)
- ligne 6 orientée sur les papiers minces alimentaires, marché en croissance.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Prévention de la pollution par les déchets	Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 4.3.4.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Prévention de la pollution par les déchets	Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 4.3.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article Annexe 6	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution par les déchets	Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 4.2	Sans objet
2	Prévention de la pollution par les déchets	Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 4.3.1	Sans objet
3	Prévention de la pollution par les déchets	Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 4.3.2	Sans objet
7	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection aura permis de vérifier que les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation

du 24 avril 2009 relatives à la thématique déchets sont globalement respectées.

Des compléments sont néanmoins à apporter au registre dédié tenu par l'exploitant pour se conformer aux dispositions de l'article 4.3.4.3. De plus, l'exploitant est invité à vérifier que les filières d'élimination aval disposent des autorisations administratives requises.

Enfin, compte tenu des constats réalisés au cours de cette inspection, il est demandé à l'exploitant d'adresser à Mme la préfète, et sous six mois, un rapport à connaissance afin que l'arrêté d'autorisation dont il bénéficie soit actualisé sur les points suivants :

- déchets produits : typologie et quantité maximale annuelle ;
- débit journalier maximum et volume annuel prélevé au niveau des puits privés pour alimenter le réseau d'eau industrielle ;
- volume annuel maximum prélevé sur le réseau public d'eau potable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution par les déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 4.2
Thème(s) : Autre, Procédure
Prescription contrôlée : L'exploitant organisera, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant nous a présenté sa procédure de tri des déchets bois, des DEEE, le guide du tri ainsi que les différentes consignes apposées au niveau des îlots de tri (localisation des points de collecte et types de bennes dédiées aux différents types de déchets). Pour ce qui est des filières d'élimination des déchets, l'exploitant nous a fait part des modalités propres à chaque catégorie. Ainsi, <u>Concernant les Déchets industriels banaux (DIB) :</u> l'exploitant dispose d'un contrat avec un prestataire local (RCR - Récupération Chablaisienne Recyclage basée à VETRAZ-MONTHOUX). Dans ce cadre, un agent cariste de cette société est affecté à temps plein sur le site. Il assure la mise à disposition des bennes sur les îlots de tri et l'évacuation des déchets suivants : bois, cartons, encombrants, mandrin carton, papiers, plastiques... ; ce prestataire établit un rapport d'activités annuel. Pour ce type de déchets, la liste des exutoires est connue, mais il n'a pas pu être vérifié si ces derniers disposaient d'une autorisation administrative ad hoc. <u>Concernant les Déchets dangereux (DD) :</u> Les prestations d'élimination sont assurées par l'entreprise DECHAMBOUX (Roche / Foron), par bons de commande. La manipulation de ces déchets jusqu'aux zones de stockage dédiées est assurée en interne. Le personnel de la Papeterie dispose d'instructions sur les types de déchets collectés sur site et nécessitant un tri. A ce titre, l'exploitant nous a présenté la procédure PDL PS 75 (du 13/06/2018) dédiée aux déchets dangereux. Celle-ci fait référence au workflow déployé et mis à la disposition des agents. Cet outil

numérique permet le déclenchement d'une demande d'élimination de déchets par les agents sur les différents ateliers (prise en charge, mise en stockage, appel d'un prestataire pour en assurer l'élimination, traçabilité de la quantité des déchets, de leur volume et des opérations menées).

Le site dispose d'un entrepôt dédié au stockage des déchets suivants : piles, peintures, huiles, produits chimiques (acides/bases), amiante. Ce bâtiment et ses abords a pu être visité le jour de l'inspection (voir point de contrôle n°3).

Concernant des déchets amiantés, ceux-ci proviennent exclusivement du retrait d'éléments de toiture en fibro ciment lors des réparations.

Le dessableur comporte également des panneaux amiantés qui ont été retirés.

Enfin concernant les BOUES produites par la STEP: le volume annuel s'établit en moyenne à 2 200 t/an.

Un contrat de prestation pour l'élimination de ces boues est établi avec la société SEDE.

Ces boues sont valorisées soit en compostage, soit en méthanisation. Ces deux différentes filières représentent :

pour l'année 2024 : 10 % en méthanisation, 90 % en compostage

pour l'année 2025 : 90 % en méthanisation, 10 % en compostage

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter la procédure sur le volet élimination afin de garantir que le prestataire aval mobilise des filières dûment autorisées (pour cela, réclamer des justificatifs par voie contractuelle auprès des prestataires) ; L'exploitant pourra utilement vérifier, par sondage, le respect de cette disposition.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention de la pollution par les déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 4.3.1

Thème(s) : Autre, Récupération - Recyclage – Valorisation

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions devront être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles. Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre ..., devra être effectué en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification devra être apportée à l'inspecteur des installations classées. Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions devront être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils devront être éliminés comme des déchets industriels spéciaux dans les conditions définies à l'article 4.3.4.3 ci-dessous. Les boues provenant du traitement des eaux ne pourront être utilisées en agriculture que si elles sont conformes aux spécifications énoncées dans le décret du 8 décembre 1997 et l'arrêté du 8 janvier 1998, et sous réserve d'une autorisation spécifique ; dans les autres cas, elles devront être traitées comme des déchets industriels spéciaux et éliminés dans les conditions définies à l'article 4.3.4.3 ci-dessous. Par grands types de déchets (bois, papier, carton, verre, huile, etc ...) un bilan annuel précisant le taux et les modalités de valorisation sera effectué et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Concernant spécifiquement les boues, nous avons pu vérifier que les prestataires réceptionnant ces déchets pour valorisation disposent des autorisations administratives ad'hoc.

Pour exemple, l'entreprise BROT Michel SARL (21) dispose d'un arrêté préfectoral en date du 13 mars 2017 et visant la rubrique 2780-2 de la nomenclature ICPE (Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1).

Cet exploitant produit un certificat d'acceptabilité préalable annuel.

Il en est de même pour la plateforme de compostage de Coron située à BELLEY dans l'AIN, laquelle relève du régime de la déclaration au titre de cette rubrique (2780-2).

Pour information, le seuil haut pour ce type d'activité relevant du régime de la déclaration (2780-2) est < 20 t/j. Il appartient à l'exploitant de s'assurer que ce seuil n'est pas dépassé.

Ainsi, la société CORON réceptionne 1916 t/an de la papeterie, soit 4,4 t/j en moyenne.

L'exploitant nous a indiqué que des analyses des teneurs en PFAS ont été conduites, de manière volontaire, sur les boues produites par leur STEP. Nous lui avons demandé de nous transmettre une copie d'un bulletin d'analyses. Un bulletin nous a ainsi été adressé le 14/11 concernant l'analyse d'un échantillon prélevé le 13/02/2024. Les analyses ont porté sur 23 molécules et tous les résultats se sont avérés inférieurs à la limite de quantification (laquelle varie entre <10 et <500 µg/kg de matières sèches).

A noter que cette limite de quantification peut paraître élevée comparativement à des résultats plus récents fournis par d'autres laboratoires sur d'autres installations, lesquels font état de limites de quantification variant entre 1 et 0,03 µg/kg de MS selon les PFAS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

RAS

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution par les déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 4.3.2

Thème(s) : Autre, Stockages

Prescription contrôlée :

La quantité de déchets stockés sur le site ne devra pas dépasser la quantité trimestrielle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement). Toutes précautions seront prises pour que :

- les dépôts soient tenus en constant état de propreté,
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs),
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, les stockages de déchets seront réalisés sur des aires dont le sol sera imperméable et résistant aux produits qui y seront déposés. Ces aires seront bordées de murettes conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible, normalement couvertes,
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en

particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs. .

stockages en emballages : Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment) sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,

- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet. Les déchets conditionnés en emballages devront être stockés sur des aires couvertes et ne pourront pas être gerbés sur plus de 2 hauteurs. Pour les déchets industriels spéciaux, l'emballage portera systématiquement les indications permettant de reconnaître les dits déchets. .

stockages en cuves : Les déchets ne pourront être stockés que dans des cuves affectées à cet effet. Ces cuves seront identifiées et devront respecter les règles de sécurité définies aux articles 2.7.1 et 2.7.2 du présent arrêté.

stockages en bennes : Les déchets ne pourront être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions seront prises pour limiter les envols.

Constats :

L'entrepôt dédié au stockage des déchets est convenablement entretenu. Il est éloigné de tout bâtiment tiers et n'occasionne ainsi aucune nuisance.

Les déchets sont stockés sur sol étanche (béton) et disposent, pour les éléments liquides, d'un stockage sur rétention. Les produits acides et bases sont correctement identifiés.

Des stocks sont présents aux abords du bâtiment. Ils sont entreposés sous auvent et sur une aire disposant d'une bâche de rétention.

Leur conditionnement répond aux prescriptions fixées à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20/04/2009.

Chaque lot de déchet dispose d'un numéro d'identification généré par l'outil workflow.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention de la pollution par les déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 4.3.4.3

Thème(s) : Autre, Élimination des déchets dangereux

Prescription contrôlée :

Les déchets dangereux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement devront faire l'objet de traitements spécifiques garantissant tout risque de pollution sur le milieu récepteur. L'exploitant tiendra à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets. Ce registre contiendra les informations suivantes : 1. La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 ; 2. La date d'enlèvement ; 3. Le tonnage des déchets ; 4. Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ; 5. La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ; 6. Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ; 7. Le cas

échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ; 8. Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 ; 9. La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ; 10. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998. Le registre sera conservé pendant au moins cinq ans. L'exploitant devra fournir à l'administration compétente une déclaration annuelle sur la nature, les quantités et la destination ou l'origine de ces déchets.

Constats :

En sus des déclarations GEREP et TRACKDECHETS l'exploitant tient un registre (tableur EXCEL) pour l'ensemble des déchets produits.

Ce document nous a été présenté et à sa lecture, il a été constaté que les points 7 et 8 susvisés n'étaient pas complètement renseignés.

Il doit donc être complété pour être conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral du 21/04/2009.

Concernant les boues de STEP, celles-ci ont fait l'objet d'une caractérisation annuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le registre (tableau excel) présenté le jour de l'inspection devra être complété des items suivants :

- Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
- Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention de la pollution par les déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 4.3.4.4

Thème(s) : Autre, Élimination

Prescription contrôlée :

Les filières d'élimination des différents déchets générés sont fixées dans le tableau ci-dessous :

Code du déchet	Désignation du déchet	Filières d'élimination	Quantité moyenne annuelle produite
03 03 11	Boues de station d'épuration	Valorisation	5000 tonnes
15 01 03	Déchets de bois	Valorisation	100 tonnes

20 03 01	Déchets industriels banals	Valorisation incinération	ou 1200 tonnes
12 01 07	Huiles usagées	physico- chimique	10 tonnes

Constats :

Il est constaté un écart significatif entre le nombre et la typologie des déchets listés dans l'arrêté préfectoral du 20/04/2009 et ceux déclarés par l'exploitant sous GEREP.

De plus, l'exploitant nous a précisé que les quantités moyennes annuelles figurant dans l'AP pour chaque type de déchets sont largement surestimées. Pour exemple, la production de boues s'établit autour de 2200 tonnes (au lieu de 5000 t figurant dans l'arrêté).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est donc proposé à l'exploitant d'adresser un porter à connaissance (PAC) afin d'actualiser l'arrêté préfectoral sur cette thématique.

Le tonnage annuel maximal attendu pour chaque type de déchets devra être précisé.

Le PAC devra être transmis sous 6 MOIS

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article Annexe 6

Thème(s) : Risques chroniques, Actualisation du PSH

Prescription contrôlée :

Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique économe par secteur d'activité.)

Constats :

Il a été rappelé en séance les compléments attendus sur le Plan de Sobriété Hydrique suite à l'inspection menée le 08/03/2024. Cela concerne les points suivants :

- onglet diagnostic, mettre à jour le nom de la masse d'eau prélevée ;
- onglet diagnostic, 7b, il est acté que le prélèvement en nappe phréatique avec rejet dans la rivière ne peut pas être considéré comme consommation nette (alignement sur la doctrine nationale) ;
- onglet positionnement état de l'art : intégrer en colonnes les différents indicateurs de production détaillés dans l'analyse mtd (une colonne par machine) pour mettre en évidence les

résultats obtenus par les efforts d'amélioration ;

- onglet de calcul du volume de référence & reporting : à intégrer au PSH depuis la version 2024 du modèle, disponible sur internet (version mise à disposition après la sortie de l'arrêté ministériel sécheresse).

L'exploitant confirme les avoir intégrés. Nous avons pu constater que c'était le cas pour le nom de la masse d'eau notamment.

La version actualisée, intégrant les données 2025, sera adressée au service de l'inspection des installations classées sous 6 MOIS.

A l'occasion de cet échange, il a été évoqué le prélèvement maximal d'eau autorisé (Arrêté préfectoral du 20/04/2009, article 2.2) : 17 000 m3/j en débit moyen (ce qui suppose une consommation annuelle de plus de 6 Mm³) et 20 000 m3/j en débit max.

Ces volumes sont désormais obsolètes, la consommation moyenne annuelle s'établissant régulièrement en deça des 3 Mm³ compte tenu des efforts de sobriété hydrique engagés par l'exploitant.

Il est donc proposé à l'exploitant d'inclure dans le PAC à venir, et évoqué au point de contrôle précédent, un chapitre dédié à ce sujet afin que l'arrêté préfectoral d'autorisation soit modifié et que les efforts consentis soient ainsi valorisés au titre du plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau présenté le 30 mars 2023 par le président de la République.

L'exploitant devra, dans ce porter à connaissance, proposer un débit journalier maximum et un volume annuel prélevable pour ce qui concerne le réseau d'eau industrielle alimentée par les puits privés.

Il conviendra également de déterminer le volume annuel maximal prélevé sur le réseau public d'alimentation en eau potable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La version actualisée du PSH sera transmise au service de l'inspection des installations classées sous 6 MOIS.

Par ailleurs, il est proposé à l'exploitant de compléter le porter à connaissance (PAC) évoqué au point de contrôle n°5 avec les informations suivantes afin d'actualiser l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/04/2009 :

- débit journalier maximum et volume annuel prélevé au niveau des puits privés pour alimenter le réseau d'eau industrielle ;
- volume annuel maximum prélevé sur le réseau public d'eau potable.

Le PAC devra être transmis sous 6 MOIS

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 2.2

Thème(s) : Risques accidentels, prévention de la contamination des réseaux par retour d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions seront prises afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau et du réseau d'eau à usage domestique à l'intérieur de l'usine. A ce titre, le ou les réseaux d'eau industrielle seront distincts du réseau d'eau potable, et leur branchement sur le réseau d'alimentation sera équipé d'un disconnecteur ou se fera par l'intermédiaire d'une capacité alimentée gravitairement après rupture de charge.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'occasion de cette inspection, les incidents intervenus au sein du site fin septembre (rupture de l'alimentation en eau de process et phénomène de retour d'eau de process constaté sur le réseau interne de distribution d'eau potable) ont été évoqués.</p> <p>L'exploitant, à ce sujet, a adressé un rapport d'incident en date du 24/10/2025 au service de l'inspection.</p> <p>Depuis la production de ce rapport, une cartographie de tout le réseau interne d'eau potable a été réalisée afin de détecter les éventuels maillages de réseau (eau potable/eau de process). Le seul point de maillage constaté a été supprimé.</p> <p>L'exploitant a confirmé que le réseau d'eau industrielle ne disposait pas d'une alimentation de secours ou d'appoint par le réseau d'eau potable. Ce réseau est uniquement alimenté par les puits privés de l'exploitant.</p> <p>Au cours des échanges concernant l'applicabilité de la rubrique 1530 (Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues), il a néanmoins été évoqué un potentiel maillage entre ces deux réseaux au niveau du dispositif de sprinklage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra s'assurer, s'il s'avérait que les réseaux d'eau potable et de process étaient maillées au niveau du système d'extinction automatique d'incendie, qu'un dispositif de disconnection est en place pour sécuriser le réseau d'eau potable et supprimer le risque de retour d'eau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite